

Avant-propos

Cette septième édition de Panorama des administrations publiques voit le jour plus d'un an après une urgence sanitaire mondiale qui s'est transformée en crise économique et sociale. Les administrations publiques ont joué un rôle central dans la réponse et la gestion de la pandémie de COVID-19. Elles ont mis en œuvre des mesures, souvent inédites et impressionnantes par l'ampleur et la rapidité de leur déploiement, afin de venir en aide aux personnes et aux entreprises et en vue d'atténuer les conséquences de la crise. Cette publication fournit des données internationalement comparables sur les performances du secteur public avant que n'éclate la crise de COVID-19, et attache une attention particulière aux changements apportés aux processus gouvernementaux pour répondre à la pandémie. On observe de grandes variations dans la préparation des pays à la crise, ainsi que dans leur capacité à adapter les processus de gouvernance publique pour affronter le changement. Le présent rapport commence à tirer des enseignements afin que les autorités publiques renforcent leur résilience et améliorent la gestion des crises futures.

Publié tous les deux ans, le Panorama des administrations publiques fournit des indicateurs quant aux travaux de l'OCDE en matière de gouvernance publique. Il fournit des données fiables et comparables à l'échelle internationale sur les activités des administrations publiques et leurs résultats au sein des pays membres de l'OCDE, des pays en voie d'adhésion et d'autres grandes économies. Ces données peuvent être mises à profit pour comparer les performances des secteurs publics, suivre les évolutions intervenues à l'échelle nationale et internationale et évaluer les progrès des administrations publiques en matière de réforme du secteur public.

Cette édition 2021 comprend des indicateurs sur les finances publiques et l'emploi public, ce volet faisant l'objet d'une attention particulière portée à la représentation des différents groupes de sexe et d'âge dans les administrations publiques et la sphère politique. Les données sur les processus de l'action publique couvrent les pratiques budgétaires, la gestion stratégique des ressources humaines, la politique réglementaire, la passation des marchés publics, l'administration numérique et les responsabilités des centres de gouvernement, notamment en matière de communication publique. De nouveaux indicateurs de processus apparus dans cette édition concernent l'intégrité dans le secteur public, la gouvernance des infrastructures et le « gouvernement ouvert ». Les indicateurs relatifs aux résultats de l'action publique incluent la confiance à l'égard des pouvoirs publics, le sentiment d'efficacité politique ou la réduction des inégalités. Il existe également des indicateurs portant sur l'accessibilité, la réactivité et la qualité des services publics de l'éducation, de la santé et de la justice, ainsi que sur le degré de satisfaction des citoyens à leur égard.

Panorama des administrations publiques 2021 a été élaboré par la Direction de la gouvernance publique de l'OCDE, sous la supervision de Madame Elsa Pilichowski, Directrice. Cette publication a été élaborée par la division Governance Indicators and Performance Evaluation de l'OCDE, sous la direction de Madame Monica Brezzi, Responsable de la Division, et sous la coordination de Monsieur Santiago González. La publication Panorama des administrations publiques a été rédigée par Barbara Baredes, Conor Das-Doyle, Santiago González, Alessandro Lupi et Mariana Prats. Guillaume Guinard a contribué aux travaux de recherche. D'importantes contributions ont été rédigées et transmises par

Moritz Ader, Miriam Allam, Daniel Gerson, Pietro Gagliardi, Pinar Guven, Meeta Tarani, François Villeneuve (Chapitre 3 : L'emploi public) ; Carlotta Alfonsi, Karine Badr, Emilie Cazenave, Sara Fyson, Johannes Klein, Craig Matasick, Paulina Lopez Ramos, Marion Tolboom (Chapitre 4 : Les institutions) ; Andrew Blazey, Scott Cameron, Flavia Gianini, Anne Keller, Axel Mathot, Sherie Nicol, Andrew Park (Chapitre 5 : les pratiques et procédures budgétaires) ; Daniel Gerson, François Villeneuve (Chapitre 6 : La gestion des Ressources Humaines) ; Christiane Arndt-Basclé, Paul Davidson, Alexis Durand, Franz Karg, Marie Gabrielle de Liedekerke, Renny Reyes, Estera Szakadatova, Anna Pietikainen, Vincent Van Langen (Chapitre 7 : La gouvernance de la réglementation) ; Erika Bozzay, Matthieu Cahen, Costanza Caputi, Kenza Kachani, Paulo Magina, Masayuki Omote, Gabriela Villa Aguayo (Chapitre 8 : Les marchés publics) ; Alessandro Bellantoni, Emma Cantera, David Goessmann, Carla Musi, Benedict Stefani, Marie Whelan (Chapitre 9 : Le gouvernement ouvert) ; Felipe González-Zapata, Mariane Piccinin Barbieri, Barbara Ubaldi (Chapitre 10 : L'administration numérique) ; Mona Ahmed, Matthieu Cahen, Tenzin Dekyi, Jack Radisch, Ana María Ruiz, Lorena Cruz Serrano, Adrien Valentin (Chapitre 11 : La gouvernance des infrastructures) ; Jesper Johnson, Pauline Bertrand (Chapitre 12 : L'intégrité du secteur public) ; Gamze Igrioglu et Benjamin Wellby (Chapitre 14 : Au service des citoyens). Le Chapitre 1 a bénéficié des contributions de nombre des personnes susmentionnées sur les sujets spécifiques spécifiés, ainsi que des contributions de Richard Alcorn, Charles Baubion, Julio Bacio-Terracino, Janos Bertok, Frederic Boehm, Gillian Dorner, Paul Gallagher, Donal Mulligan, Jacob Arturo Rivera Perez, Ivan Stola, Tatyana Teplova, Joao Vasconcelos et Gregor Virant. La préparation du document Panorama des administrations publiques en vue de sa publication a été assurée par Meral Gedik, Sally Hinchcliffe et Dacil Kurweg. Andrea Uhrhammer a apporté un support éditorial. Des commentaires précieux concernant le Chapitre 14 ont été fournis par Gaetan Lafortune et Chris James de la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales (OCDE) ; Corinne Heckman, Daniel Sanchez Serra, Etienne Albiser, Eric Charbonnier et Miyako Ikeda de la Direction de l'éducation et des compétences (OCDE) ; Carlotta Balestra, Michael Förster et Maxime Ladaïque du Centre pour le bien-être, l'inclusion, la soutenabilité et l'égalité des chances. La traduction en français est à mettre au crédit de Frédéric Berri, Caterina Cherubini, Maria Eguiguren et Myriam Shalak-Graziani.

Les membres du Comité de la gouvernance publique de l'OCDE et du Groupe de direction chargé du Panorama des administrations publiques (voir annexe H) ont apporté de précieux commentaires à cette publication. Nombre des indicateurs fournis dans Panorama des administrations publiques reflètent la mesure des principes et recommandations de l'OCDE élaborés avec le Comité de la gouvernance publique, le Comité de la politique de la réglementation et le Comité des hauts responsables du budget. Ces indicateurs sont recueillis au moyen d'enquêtes de l'OCDE menées auprès de responsables publics, élaborées en partenariat avec le CGP, le CPR, le SBO, le Groupe de travail sur l'emploi et la gestion publics, le Groupe de travail des hauts responsables de l'intégrité publique, le Groupe de travail des hauts responsables de l'administration numérique (E-Leaders), le Réseau des hauts responsables d'infrastructures et de partenariats public-privé, le Forum de haut niveau sur le risque, le Groupe de travail sur le gouvernement ouvert et le Groupe de travail des Hauts Responsables en charge des marchés publics.

Ce rapport a été approuvé par écrit par le Comité de la gouvernance publique le 4 juin 2021, et il a été préparé pour publication par le Secrétariat de l'OCDE.



Extrait de :
Government at a Glance 2021

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/1c258f55-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2021), « Avant-propos », dans *Government at a Glance 2021*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/72161dcf-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.